

Communication : de TF1 au « Remue-Méninges », ils sont devenus fous et folles

D'un Directeur Général et ses vidéos à la noix pour vanter l'attractivité de la DGFIP au reportage scandaleux de l'émission 7 à 8 sur TF1 dimanche dernier, en passant par les ateliers du « Remue-Méninges », ce monde les rend fous et folles, comment trouver d'autres qualificatifs ?

Ils se voient tout à la fois en chefs d'entreprises, sans doute frustré·e·s de ne jamais avoir pu l'être (heureusement pour les entreprises !!!) et en animateurs de télévision, sans doute avides de promouvoir leur égo (mais à part des séries D que pourraient-ils espérer ?).

Bref, à l'heure de la grande communication vantée par leur gourou qui a ses studios à l'Élysée et son aréopage de professionnels de l'information abracadabrantesque, les directeurs ne sortent pas de leur fonction, ils la font exploser. Et nous avons un spécimen récidiviste en Haute-Garonne !

Le reportage de TF1 : tout simplement scandaleux

Ci-dessous **notre message de lundi à nos adhérent·e·s** sur le sujet et qui, justement, fait le lien entre ce reportage, le « remue-méninges » et le DRFiP de Haute-Garonne.

« Ensuite un mot sur le reportage de TF1 hier sur l'accueil à la DRFiP 31. Dire que c'est une honte n'est pas un grand mot et nous pensons que toutes et tous les agent·e·s qui ont pu le voir, quelle que soit leur catégorie ou leur métier, ont éprouvé ce sentiment.

Nous y reviendrons très rapidement et ne voulons pas, par ce message vous inviter à regarder cette « télé-poubelle » qui n'aura pu que satisfaire au mieux l'égo du seul directeur.

Celui-là même qui animait un atelier au récent « remue-méninges » intitulé : « Quelles priorités pour améliorer l'offre de services aux usagers (particuliers, professionnels, partenaires) ? »

Et bien il aura été fidèle à lui-même en recevant pendant une semaine des journalistes dont la conclusion tend à nous présenter comme des marchands de tapis un samedi de foire et des inviteurs à frauder en rond !



Solidaires Finances Publiques 31 a pourtant essayé, durant cette longue semaine de reportage, offrant au journaliste une parole contradictoire. Nous lui avons proposé qu'il nous interviewe sur la réalité de l'accueil, nous lui avons adressé par mail nos tracts sur l'accueil et sur les emplois, il nous a même téléphonés le vendredi soir pour des précisions, mais... Ce n'est pas ce que TF1 recherchait puisque un de ses credo est clairement de railler le service public et les fonctionnaires. Ils ont réussi leur coup, avec la complicité dégradante de notre « haute hiérarchie ».

Mais nous ne sommes pas les seuls à avoir réagi, outre notre message et la lettre de nos camarades syndicaux, nous savons « de source sûre » que le DRFiP a reçu plusieurs messages de protestation. Ceux-ci sans nul doute exprimaient la rancœur, voire le dégoût face à cette caricature comme le sentiment de démotivation que tout cela pouvait inspirer. Qu'aurait pu répondre le DRFiP à ces alertes ? Sans aucun doute que ce n'était là que l'image de notre travail utile et vigilant, qu'il fallait juger dans le présent et non avec une histoire que l'on ne connaissait pas ou encore le caractère exceptionnel de ce type d'affaires. Et puis, probablement aussi qu'il louerait la grande implication des collègues qui s'étaient dévoués. Bref, rien de nouveau que puisse dire le personnage !

À ce stade, on peut considérer que la situation est vraiment désespérée et que, quand le malade a atteint ce niveau de surdité, espérer pouvoir le soigner ne relève même plus du miracle !

Alors, à tout le moins, nous réclamons du DRFiP : d'abord qu'il présente ses excuses à tous les personnels qui se sentent humiliés, ensuite qu'il demande à la « chaîne poubelle » un droit de réponse pour rétablir notre honneur et enfin, qu'il se taise définitivement devant le moindre micro posé devant sa bouche et face à n'importe quel stylo ou ordinateur de journaliste.

Le « remue-méninges » : une illustration du délirium

Vous le savez par les nombreux tracts que nous publions sur leurs compte-rendus d'ateliers <https://sections.solidairesfinancespubliques.info/310/>, les directrices et directeurs se sont récemment réunis dans le cadre du « Remue-Méninges ».

Et des extraits ci-dessous montrent combien il ne faut pas s'étonner du peu de considération qu'elles et ils ont pour les missions, pour nous les personnels. Quelques extraits pour vous rendre compte, dont les premiers sont issus d'un atelier piloté par notre DRFiP :

« ... Le cœur de métier est la tenue et la mise en qualité du « fichier fiscal clients »... À moins de 10 ans, la relation avec l'utilisateur devrait pouvoir être : – « historisée » grâce à la mise en place d'un outil de suivi de la relation client en temps réel... ». Et dans un autre atelier le même ton : « ... 1 – La maîtrise du « fichier fiscal client », dont le périmètre va évoluer après la suppression de la THP et la mise en place de GMBI... ».

Quand on prend les usagers du service public pour des « clients », il ne faut pas s'étonner que le marchandage de la fraude paraisse naturel à notre directeur.

Et nous lisons dans d'autres ateliers un peu de tout ce qui ramène à notre introduction : « ... Culture maison à faire évoluer encore : ... Image de notre administration auprès des entreprises reste encore « répressive » : avantage pour faire peur aux fraudeurs mais dissuasif pour attirer des entreprises civiques... ».

Culture du droit à l'erreur : « on a avancé » ... Est-ce que l'on y est ? Pas toujours dans les services de gestion selon certains directeurs (conciliateur, médiateur...). Ne pas trop pénaliser quelqu'un qui s'est trompé... Mais le terme n'est pas toujours connu, ni de nos usagers ni de nos agents. La notion est mal comprise : ce n'est pas le droit de se tromper une fois... Mais de régulariser sans sanction.

Allez vous étonner après ça que notre directeur trouve normal qu'un fraudeur patent puisse tranquillement devenir un simple gaffeur à qui il faudrait humblement pardonner !!!

Le DRFiP de Haute-Garonne : un récidiviste

La communication il adore ça et il ne fixe aucune limite de fonctionnaire pour en user et en abuser de son bavardage. Sauf quand il s'agit d'affaires importantes que nous avons alors illustrées du même dessin « parfum de scandale » que celui utilisé en première page de ce tract. Là... il n'a plus rien à dire... Alors **Solidaires Finances Publiques 31 rappelle quelques passages de nos écrits en la matière depuis son arrivée.**

Le moins qu'on puisse dire est que l'on avait bien jaugé le personnage si l'on en juge par le compte-rendu de l'audience **quelques jours après son arrivée en septembre 2018** : « ... Ce qui n'est pas ambigu, c'est qu'avec ce DRFiP fraîchement arrivé, le DG et le Gouvernement auront un relais sans contestation de leurs politiques. Tout ceci emballé dans une frénésie de communication qui, selon nous, frise voire dépasse, les limites de la fonction administrative... », ou encore dans le même document : «... mais nous lui avons dit que nous considérions qu'il dépassait des limites, y compris déontologiques, par exemple quant, au titre de DRFiP il se permettait de vanter les mérites du PAS sur le pouvoir d'achat des citoyens par exemple. Cela s'appelle un jugement politique pas administratif... ».

Rappel aussi de notre interpellation d'octobre 2019 quand il s'évertuait à défendre un président de la République qui, selon nous, insultait les agents. Extraits : « ... Au fond du sens de votre réponse nous remarquons plusieurs choses. Vous n'êtes pas choqué que le président de la République, publiquement et dans l'exercice de ses fonctions, parle des agents de l'État, en l'occurrence ceux de la DGFIP « comme un charretier ».... ».

En la forme de votre réponse quelques mots... Nous appelons cependant votre attention sur deux choses :

- vous devez être conscient que votre message de soutien aux propos du Président est, parallèlement, un message tout aussi blessant pour les agents dont vous avez la charge ;
- les directeurs sont fonctionnaires avec, eux aussi, des obligations, notamment d'indépendance et de neutralité. De ce point de vue, cautionner un possible interventionnisme présidentiel sur un contrôle en cours pose question... »

Alors pour conclure juste en quelques mots nous demandons : Excuses, Droit de Réponse et... Silence...